



Une enquête menée auprès des communautés touchées par le projet touristique de Mandalika, financé par la BAII, révèle des violations des droits de l'homme et une augmentation dévastatrice de la pauvreté

Mandalika, Indonésie, le 11 avril 2023: La Coalition indonésienne pour le suivi du développement des infrastructures (Koalisi Pemantau Pembangunan Infrastruktur Indonesia, KPPII) a publié un rapport analysant les impacts du projet de développement et de tourisme urbain de Mandalika sur les communautés autochtones Sasak: « **Si cela nuit aux communautés, à quoi sert le développement ?** ».

Le projet de tourisme urbain et de développement de Mandalika est le premier projet indépendant de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII) en Indonésie. Il a été approuvé en 2018, lors d'une intensification des conflits fonciers à Mandalika à cause de l'acquisition problématique de terres indigènes et de la réinstallation involontaire de plus d'une centaine de familles Sasak. L'intimidation des communautés locales se poursuit alors qu'elles peinent à obtenir une indemnisation adéquate pour leurs terres et leurs moyens d'existence.

Le rapport d'enquête s'appuie sur plus de quatre ans de surveillance continue des répercussions du projet Mandalika sur les communautés autochtones. Il révèle une triste réalité. La grande majorité des PAP n'ont pas été consultées à propos du projet Mandalika. Bien qu'ils fassent partie de la communauté autochtone Sasak, 98 % des répondants au sondage n'ont pas été invités à donner leur consentement avant que le projet ne soit approuvé. C'est une violation flagrante du droit international des droits de l'homme et des normes de sauvegarde utilisées par les banques multilatérales de développement lors du financement de projets à haut risque.

L'enquête a également révélé une intimidation systématique des communautés locales par les forces de sécurité indonésiennes et les responsables gouvernementaux à Mandalika. 70 % des répondants se sont dits soumis à des pressions pendant le processus d'acquisition de terres. 84 % des répondants ont été touchés par le déploiement excessif des forces de sécurité indonésiennes lors des courses de motos. Les communautés de Mandalika ont subi de graves restrictions de mouvement, des cas de détention de personnes qui critiquent la brutalité de l'armée, et des cas d'entrées forcées dans les maisons de familles qui subissent des pressions pour céder leurs terres. L'intimidation des communautés locales continue d'être ignorée par la BAII, qui permet à son client, la Société indonésienne de développement du tourisme (ITDC), ainsi qu'au gouvernement indonésien, de commettre des violations sans rendre de comptes.

« *La Koalisi Pemantau Pembangunan Infrastruktur Indonesia fait appel aux actionnaires de la BAII pour faire pression sur la banque pour organiser une enquête indépendante sur le projet Mandalika, qui devrait être composée d'experts des droits de l'homme choisis en consultation et acceptés par les ONG et les communautés affectées par le projet. Il est crucial que la BAII et l'ITDC assument la responsabilité pour les cas d'intimidation et de représailles des communautés affectées par le projet* », a déclaré Muhammad al-Amin, coordinateur de la KPPII.

Selon les données quantitatives et les témoignages recueillis par la KPPII, les communautés de Mandalika continuent d'être touchée par les impacts socio-économiques ravageurs d'un projet de développement qui a avancé sans leur consentement. 79% des personnes interrogées ont déclaré avoir connu des difficultés financières dues au projet Mandalika. La perte de terres, d'accès à la mer et de ressources naturelles a entraîné l'appauvrissement des personnes affectées par le projet. De nombreuses familles sont de plus en plus endettées pour subvenir aux besoins de leur famille, et de nombreux enfants ont dû abandonner leurs études. Les impacts socio-économiques négatifs du projet Mandalika ont touché de manière disproportionnée les femmes et les enfants, ainsi que les ménages qui ont été involontairement réinstallés et qui vivent dans des abris temporaires depuis plus de trois ans.

Harry Sandy Ame, un chercheur de LSBH NTB, a affirmé: « *La principale raison pour laquelle les communautés de Mandalika sont intimidées, appauvries et privées de leurs droits est le processus d'acquisition de terres non transparent et coercitif. En 2018, l'ITDC a déclaré que 92,7 % des terres de la région de Mandalika étaient «propres et libres» de tout conflit foncier. C'est aussi problématique qu'inexact. Malgré les effets dévastateurs des conflits fonciers sur les communautés autochtones Sasak, la BAII et l'ITDC continuent de refuser de publier les principaux documents liés au projet Mandalika. Sans transparence, aucun des conflits fonciers à Mandalika ne peut être résolu de manière adéquate. La BAII doit immédiatement rendre public son audit de l'arpentage de l'ITDC.* »

La BAII doit aussi suspendre son financement du projet Mandalika jusqu'à ce que les conditions suivantes soient remplies:

- a)** L'ITDC et le gouvernement indonésien ont exclu les membres des forces de sécurité, y compris l'armée, la police et les services de renseignement, de tout futur processus d'acquisition de terres, de mise en œuvre du projet Mandalika, et de tout processus de règlement des litiges fonciers.
- b)** Tous les litiges fonciers sont résolus de manière adéquate en prévoyant une indemnisation adéquate reflétant la valeur marchande des terres et des biens perdus, ainsi que la perte de revenus provenant des récoltes et des ressources naturelles. Une attention particulière doit être accordée aux ménages qui ont été contraints de céder leurs terres à un prix inférieur à la valeur marchande et réinstallés involontairement, et qui sont actuellement complètement exclus du processus de règlement des litiges fonciers en cours mené par le gouvernement indonésien, malgré les impacts négatifs dévastateurs du projet Mandalika sur leur vie et leurs moyens de subsistance.
- c)** L'ITDC et le gouvernement indonésien ont fourni des recours aux populations touchées pour les impacts socio-économiques négatifs et les violations des droits de l'homme liés au projet Mandalika.
- d)** L'ITDC et le Gouvernement indonésien ont effectivement résolu les problèmes liés à la réinstallation involontaire.

Le mois dernier, des experts de la branche des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations unies ont envoyé une troisième communication sur le projet Mandalika à la BAII, à l'ITDC, au gouvernement indonésien et aux sociétés affiliées - un nombre-record pour un projet financé par une banque multilatérale de développement.

« Malgré ce niveau sans précédent d'engagement des Nations unies, la BAII et l'ITDC n'ont toujours pas pris de mesures décisives pour publier les principaux documents liés au projet Mandalika, adresser les causes des violations des droits de l'homme, ou fournir des réparations aux communautés impactées par le projet. » a déclaré Wawa Wang, directrice de Just Finance International.

Sans action décisive, le projet Mandalika menace de créer un précédent pour d'autres projets financés par la BAII en Indonésie, en Asie du Sud-Est et dans le monde. Pieter Jansen, responsable de programme chez Both ENDS, a déclaré : *« Les gouvernements européens membres de la BAII ont contribué à la création de cette banque multilatérale de développement et l'ont aidé à obtenir une notation de crédit triple A. Pourtant, ils n'ont pas fait assez pour arrêter l'inconduite. Pourquoi nos gouvernements soutiennent-ils des investissements qui conduisent à un nouvel épuisement de la terre et à une exploitation des inégalités existantes ? Si des banques telles que la BAII ne peuvent pas garantir le respect des droits de l'homme et de leurs propres politiques environnementales et sociales, elles ne doivent pas être soutenues en premier lieu. »*

La Coalition indonésienne pour le suivi du développement des infrastructures

Lembaga Bantuan Hukum (LBH) Mataram
Lembaga Studi dan Bantuan Hukum (LSBH) NTB
Aliansi Gerakan Reforma Agraria (AGRA) NTB
Aliansi Solidaritas Masyarakat Lingkar Mandalika (ASLI Mandalika) Just Finance International
WALHI West Nusa Tenggara
WALHI South Sulawesi
SATYA BUMI
Indonesia for Global Justice
Institute for National and Democracy Studies (INDIES)
WALHI West Java
Indonesia Corruption Watch
Yayasan Lembaga Bantuan Hukum Indonesia (YLBHI)
Auriga
Rasamala Hijau Indonesia (RHI)

Contacts:

La Coalition indonésienne pour le suivi du développement des infrastructures: muhammad.al.amien@gmail.com
Just Finance International: press@justfinanceinternational.org



Photographie aérienne de Mandalika montrant la construction du circuit moto et des infrastructures touristiques de Mandalika.
(Photo par Arsyad Ali / AFP)